

NPA-ÉNERGIE

Bulletin des militant-e-s et des sympathisant-e-s du Nouveau Parti Anticapitaliste d'EDF-GDF et du secteur de l'énergie
N° 4 - du 29 avril 2009 - Supplément à *Tout est à nous !* n° 6



NON A LA REPRESSION ! ARRET IMMEDIAT DE TOUTES LES SANCTIONS

À ErDF, à GrDF, à EDF SA, à GDF Suez, au RTE, au GRT gaz, il ne fait pas bon se battre pour son salaire, ses conditions de travail, la défense des emplois et du service public.

Encore une fois, les directions tentent de mettre fin à la grève des électriciens et gaziers, certains en grève depuis près de cinq semaines, en criminalisant l'action revendicative. Cette stratégie, trop bien connue, a participé à l'arrêt du mouvement de mai et juin 2004 contre la privatisation d'EDF. Aujourd'hui le rapport de force est différent. Sous la pression des agents en lutte, les directions sont contraintes de reculer, comme à Bobigny en retirant les assignations devant le juge.

Comme hier les cinq du syndicat CGT Energie Paris et tous les autres sanctionnés voire condamnés -pris au « hasard » dans les rangs des militants des organisations syndicales et des salariés en lutte- le 30 avril ce sont les « six » de Valence qui sont traînés devant un tribunal correctionnel.

La radicalité du conflit des électriciens et gaziers -interventions sur l'outil de travail, occupations, piquets, manifestations avec les véhicules de travail- bénéficie du soutien, en tout cas de la compréhension, de la population à l'égard des salariés qui haussent le ton face à leurs patrons.

Si au début du mouvement le gouvernement, inquiet de ce conflit, s'est bien gardé d'en parler -ne serait ce que pour ne pas lui donner une visibilité nationale- il tente maintenant d'intimider les agents en lutte : les dernières interventions provocatrices de Fillon et de Hortefeux qui parlent « d'actes de malveillance et de sabotages » et incitent aux sanctions disciplinaires et pénales les agents en lutte en sont un signe. Ce que n'ont pas manqué de faire les directions !

Le NPA apporte son soutien total aux syndicalistes concernés, ainsi qu'aux actions prévues par les syndicats en défense de leurs camarades, en particulier à la grande manifestation de Valence du 30 avril 2009.

Le NPA exige :

- la relaxe des six syndicalistes de Valence
- l'abandon de toutes les poursuites judiciaires engagées
- l'arrêt immédiat de toutes les procédures disciplinaires en cours
- le retrait de toutes les sanctions déjà prononcées.

POUR PRENDRE CONTACT avec le NPA-Énergie

Envoyez vos coordonnées : 2, rue Richard Lenoir. 93100 Montreuil

Nom & prénom :

Adresse :

Tél. :

Mail :

Vous pouvez également nous écrire : npa.energie75@gmail.com

Imprimerie spéciale

ÉTENDRE LA GRÈVE !

**La grève des agents des réseaux de distribution ERDF/GRDF se poursuit
Entretien avec un militant syndical CGT EDF-GDF de Paris.**

En quoi le mouvement à ERDF/GRDF est-il inédit ?

La lutte chez nous est partie suite à la victoire des méthaniers. Tout de suite, les AG ont dépassé les fédérations et ont entraîné les syndicats dans l'action. Les salariés, en particulier les plus jeunes, ont voulu des formes d'action visibles et fortes. Les AG ont donc décidé de procéder à des coupures de gaz, ce qui ne s'était pas vu depuis 40 ans. Elles ont également organisé des coupures ciblées d'électricité. Ensuite, ce qui a prévalu, ce sont les mises en heures creuses, c'est-à-dire au tarif réduit. Dans certains endroits, les hôpitaux ont été déconnectés du point de vue tarifaire pendant une journée, ce qui veut dire que ces services publics n'ont pas payé d'énergie.

Les grévistes et leurs sections syndicales ont mis en place des piquets de grève avec blocage et parfois occupation des locaux. Sur la région parisienne, des AG se sont tenues par services, pour se regrouper ensuite en AG centrales. Ce sont les AG centrales qui ont décidé des actions à mener.

Où en sont les négociations ?

Les directions ont été surprises par la nature et l'ampleur du mouvement. Après avoir fait semblant de négocier, elles ont joué le pourrissement en tentant d'isoler les grévistes pour mieux les réprimer. On est passé des menaces aux sanctions lourdes, du matraquage par les flics devant le siège social de la boîte à la rafle de 100 grévistes, à la Mairie de Paris, à la demande de celle-ci. Les militants les plus en vue subissent une surveillance permanente de la part des Renseignements Généraux.

Nous demandons 300 euros d'augmentation – ou deux niveaux de rémunération, soit 5% – l'arrêt de l'externalisation de nos activités ainsi qu'un plan d'embauches massif.

Aujourd'hui, les avancées sont minimes. Le danger de ces négociations est qu'elles se font entité par entité, au niveau de la branche mais également au niveau des filiales d'EDF-GDF, des entreprises, et parfois au sein des grandes directions comme la production. Alors qu'il s'agit de traiter de revendications communes. Les directions font du saucissonnage pour diviser en fonction des rapports de force. Les fédérations n'ont pas l'air de le comprendre.

Tout cela pose la question de la démocratie du mouvement et du contrôle des négociations par les salariés en lutte. Dans un secteur hypercentralisé comme l'énergie, la tradition syndicale est elle-même hypercentralisée. C'est au personnel en lutte de décider et de voter sur la réponse à apporter aux propositions des directions.

Comment sortir vainqueurs de cette lutte ?

Dans un contexte général de développement des luttes et de radicalisation, que nous sentons fortement dans nos établissements, la solution n'est pas de rogner sur nos revendications, comme l'interfédérale (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC) est tentée de le faire, mais d'étendre la grève, en particulier au RTE (transport électrique) et à la production. Les fédérations ne jouent pas le rôle moteur qu'elles devraient jouer et se contentent d'épouser le mouvement.

Quels sont les premiers enseignements de la grève ?

Celles et ceux qui sont partis dans la bagarre, en particulier les jeunes, l'ont fait en s'affranchissant des logiques des appareils fédéraux. Ils sont partis en grève sans attendre d'ordres venus d'en haut, en sortant de la logique des grèves de 24 h sans lendemain et en cherchant l'efficacité. Ces pratiques-là vont rester.

De fait le mouvement doit maintenant imposer son propre rythme, préserver la lutte dans l'unité la plus large et s'ancrer dans la lutte reconductible, les occupations et blocages d'installations et d'intervention sur l'outil de travail.

Pour contraindre les directions à céder, il reste des munitions essentielles pour les salariés. Il est urgent que l'ensemble des électriciens et gaziers entre massivement dans la grève reconductible ainsi que les y appellent les agents des CNPE de Dampierre et Chinon et de la distribution de Caen réunis en assemblées générales. Les fédérations syndicales doivent entendre cette exigence et à leur tour lancer un appel clair à l'élargissement du mouvement par la grève et l'intervention sur l'outil de travail. C'est notre seule chance de gagner sur nos revendications.

Il y a autour du conflit des électriciens et gaziers matière à converger, à rassembler.

Certes la grève générale ne se décrète pas, mais elle se prépare.

Préparons-la, dès maintenant. Tous et toutes ensemble !